



## **La foresterie et l'environnement au Canada : enjeux et perspectives.**

Gilles Couture

### **► To cite this version:**

Gilles Couture. La foresterie et l'environnement au Canada : enjeux et perspectives.. Revue forestière française, 2005, 57 (6), pp.509-512. <10.4267/2042/5010>. <hal-03449461>

**HAL Id: hal-03449461**

**<https://hal.science/hal-03449461v1>**

Submitted on 25 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## LA FORESTERIE ET L'ENVIRONNEMENT AU CANADA : ENJEUX ET PERSPECTIVES

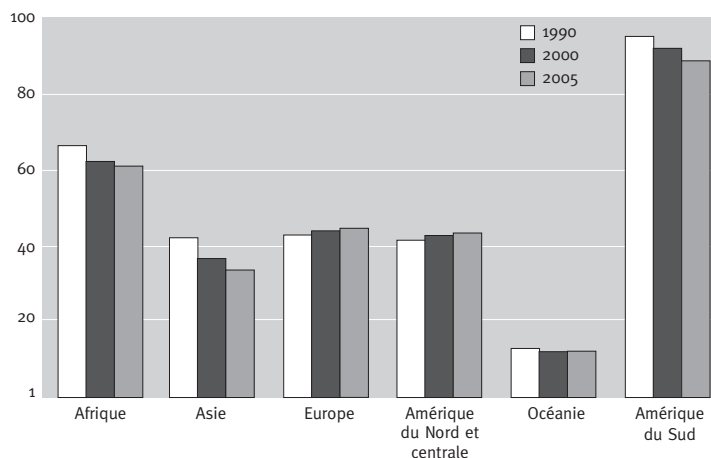
GILLES COUTURE

Au cours des dernières années, le secteur canadien des produits forestiers a accompli des progrès en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre, sa consommation d'eau et en éliminant les dioxines et les furannes de ses effluents. Depuis 1992, les émissions de particules ont aussi baissé de 50 %, le dioxyde de soufre de près de 20 % et le soufre de plus de 40 %. Mis à part l'hydraulique, les producteurs canadiens de produits forestiers ont hissé la biomasse et les déchets ligneux au sommet de la liste des énergies renouvelables au Canada tout en comblant 55 % des besoins énergétiques des usines papetières.

L'amélioration de la performance environnementale des producteurs forestiers est une revendication du développement durable. Même si l'estimation des stocks de carbone dans les produits ligneux récoltés, la dégradation des forêts, le réchauffement de la planète, les émissions d'azote, la fertilisation par le dioxyde de carbone et l'effet naturel du vieillissement restent des problèmes irrésolus, les forêts constituent un réservoir de carbone, ne serait-ce que dans leur biomasse, tandis que le carbone total stocké dans la biomasse, le bois mort, la litière et le sol réunis est supérieur d'environ 50 % à la quantité présente dans l'atmosphère (cf. figure 1, ci-dessous).

Sur les cinq continents, en 2005 la déforestation représente 25 % de toutes les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Durant la période 2000-2005, les stocks de carbone en biomasse forestière ont diminué d'au moins 1,1 gigatonne par an. De ce fait, le carbone de la biomasse forestière a reculé en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud durant la période 1990-2005, mais a augmenté en Europe, en Amérique du Nord et centrale et en Océanie.

**FIGURE 1**  
**VARIATION**  
**DES RÉSERVES**  
**DE CARBONE**  
**DANS LA BIOMASSE**  
**FORESTIÈRE**  
**1990-2005 (GT)**



Source : FAO. — Évaluation des ressources forestières du monde. — Rome : FAO, décembre 2005.

C'est pourquoi la rétention totale de carbone dérivant d'un recul de la déforestation, d'une repousse accrue des forêts et d'un accroissement de l'agroforesterie et des plantations pourrait compenser environ 15 % des émissions de carbone dues aux combustibles fossiles au cours des 50 prochaines années.

En ce qui concerne le CO<sub>2</sub> provenant du changement d'utilisation des terres et de la foresterie, le bilan des États-Unis à ce chapitre est positif comparé à celui du Canada qui est négatif (cf. tableau I, ci-dessous). En l'an 2000, les Américains ont séquestré 110 millions de tonnes de carbone tandis que les Canadiens ont émis 18 millions de tonnes de carbone. De plus, la solution canadienne aux changements climatiques est basée sur une aide financière aux grands émetteurs industriels si le prix du CO<sub>2</sub> est supérieur à 15 \$ CA la tonne<sup>(1)</sup> plutôt que sur le principe du pollueur-payeur reconnu par l'OCDE. Dans l'avenir, les États-Unis pourront donc considérer l'écart entre le prix européen par tonne de CO<sub>2</sub> et le prix plafond du gouvernement canadien de 15 \$ CA la tonne comme une subvention au même titre que l'écart du prix de la ressource forestière déterminé par le marché aux États-Unis et par l'État au Canada.

**TABEAU I** **Émissions de dioxyde de carbone en 2000, changement d'affectation des terres et foresterie**

Pays	Millions de tonnes de carbone	% du monde
Indonésie .....	700	33,6 %
Brésil .....	375	18,0 %
Mexique .....	26	1,3 %
Canada .....	18	0,8 %
Argentine .....	15	0,7 %
Russie .....	15	0,7 %
Pakistan .....	9	0,4 %
Turquie .....	6	0,3 %
Iran .....	2	0,1 %
Japon .....	1	0,1 %
Australie .....	1	0,1 %
Afrique du Sud .....	1	0,0 %
Corée du Sud .....	0	0,0 %
Allemagne .....	0	0,0 %
Arabie Saoudite .....	0	0,0 %
Grande-Bretagne .....	-1	-0,0 %
Pologne .....	-1	-0,0 %
Italie .....	-1	-0,0 %
France .....	-2	-0,1 %
Espagne .....	-2	-0,1 %
Inde .....	-11	-0,5 %
Chine .....	-13	-0,6 %
États-Unis .....	-110	-5,3 %
Ukraine .....	—	—
Reste du monde .....	1 051	50,5 %
Monde .....	2 079	

Source : Baumert (K.) *et al.* — Climate Data : a sectoral perspective. — Pew Center on Global Climate Change, août 2005, p. 29.

(1) soit 11,95 €/t au cours du dollar canadien au 15 février 2006.

Au Québec, l'état de situation des émissions de CO<sub>2</sub> des producteurs forestiers est catastrophique. La recommandation, faite par la commission Coulombe sur la gestion forestière, de réduire les droits de coupe de 20 % n'a pas été suivie. En 2005, plus de 33 millions de mètres cubes de bois auront été coupés en comparaison aux 29 millions en 2004. Après l'épuisement de la forêt feuillue, c'est maintenant la forêt boréale qui est encore surexploitée. L'industrie utilise une ressource de qualité pour produire des copeaux servant à fabriquer du papier journal et du bois de sciage pour l'exportation vers les États-Unis. Autrement dit, l'industrie fait du steak haché avec du filet mignon : la rente de rareté est dissipée en consommations diverses dans une perspective de création d'emplois. En fait, l'industrie ignore délibérément la règle fondamentale du prélèvement annuel maximum compatible avec le renouvellement perpétuel de la ressource en fibre de bois, autrement dit le rendement soutenu.

Mieux encore, la coupe à blanc n'a en aucun temps été considérée par les autorités comme un coût externe, donc une subvention à l'industrie, bien que toute la théorie de l'économie de l'environnement soit basée sur cette prise en compte. Par exemple, en Finlande, en donnant un prix à la ressource en fibre de bois et aux pollutions, de même qu'en exigeant du secteur des pâtes et papiers un contenu technologique plus propre, ce pays, leader mondial dudit secteur, se place dans une tradition que les économistes appellent « *l'internalisation des externalités* » qui se réfère aux travaux de Ronald Coase, prix Nobel d'économie en 1991.

La forêt se caractérise par la production de bois et de produits non ligneux, sa biodiversité, sa fonction de protection des sols, son rôle dans les cycles de l'eau et du carbone, et son tourisme. Même si les liens entre le système économique et l'environnement sont complexes et mal explicités par la théorie économique, les enjeux socio-environnementaux doivent être mis en valeur en recoupant l'empreinte écologique et l'indice de niveau de vie. L'empreinte écologique est définie ici en termes de superficie nécessaire pour qu'une récolte de fibre de bois soit reproductible écologiquement sans épuisement de la ressource et avec le renouvellement des écosystèmes.

L'objectif principal est de recréer une dimension citoyenne et des institutions soumises au contrôle de normes par un pouvoir législatif et exécutif qui aura reconnu l'ampleur de la surexploitation des forêts et les rapports entre économie et environnement, ville et campagne, et répartition des pouvoirs entre institutions représentantes. Face à ce contexte, l'option optimale pour le Canada est d'éliminer les politiques qui pourraient fausser les décisions du marché, notamment les politiques d'aménagement forestier qui lient l'accessibilité aux ressources au maintien des installations de production particulières et aux subventions qui encouragent la conservation d'installations peu efficaces.

Des changements technologiques sont non seulement possibles mais nécessaires pour découpler les impacts de la production et de la consommation de richesses sur l'environnement. De nombreux décideurs voient dans cette approche une base solide à la rationalisation des processus publics de décision et du choix des instruments de politique. L'amélioration de la performance environnementale des producteurs forestiers doit porter sur des références politiques qui mettent l'accent sur les mobilisations à réussir et les rapports de force en matière de négociations commerciales et de politiques environnementales tout en reconnaissant les traits distinctifs des marchés des produits forestiers.

Gilles COUTURE  
Directeur  
GILLES COUTURE Ltée  
Consultants en montage financier  
208-1158 avenue de Bourlamaque  
QUÉBEC (QUÉBEC)  
CANADA G1R 2P7  
(gillescouture2@videotron.ca)

**LA FORESTERIE ET L'ENVIRONNEMENT AU CANADA : ENJEUX ET PERSPECTIVES (Résumé)**

Le secteur canadien des produits forestiers a accompli des progrès dans le domaine de l'environnement en réduisant ses émissions de CO<sub>2</sub>, sa consommation d'eau et en éliminant les dioxines et les furannes. Le bilan est toutefois négatif en ce qui concerne les émissions de CO<sub>2</sub> provenant du changement d'utilisation des terres et de la foresterie. À cet égard, le Canada doit éliminer les politiques d'aménagement forestier qui lient l'accessibilité aux ressources au maintien des installations de production particulières et aux subventions qui encouragent la conservation d'installations peu efficaces.

**FORESTRY AND THE ENVIRONMENT IN CANADA – CHALLENGES AND OUTLOOK (Abstract)**

Progress has been made in the Canadian forestry sector in environmental terms by reducing CO<sub>2</sub> releases, water consumption and eliminating dioxins and furans. However, its balance is negative as regards CO<sub>2</sub> releases arising from changes in land use and forestry. In this area, Canada must put an end to the forestry development policies that couple access to resources to maintaining particular production facilities and subsidies that encourage continued operation of inefficient installations.

---